

Il me semble que si nous pouvions réunir ensemble tous ces éléments disparates de la société, nous verrions, en regardant assez loin dans l'avenir, que tous nos objectifs nationaux sont identiques et que les choses auxquelles nous aspirons au Canada, chacun de nous, pour nos enfants et nos petits-enfants sont celles que nous voulons pour l'ensemble de la société. Si nous pouvions réunir ces divers groupes et regarder assez loin dans l'avenir, nous verrions que nous avons des intérêts et des objectifs communs ainsi que des problèmes communs dont nous cherchons la solution; nous trouverions, je pense, que nos objectifs et nos méthodes ne s'excluent pas mutuellement. Nous pourrions ainsi combler les lacunes sans discordance.

Je sais que nous allons avoir l'honneur d'entendre le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees). Je me rends compte que bien des députés entrent à la Chambre maintenant pour l'écouter et que le temps passe, je vais donc lui céder la parole.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je commence par remercier le secrétaire parlementaire d'avoir eu l'amabilité de terminer ses propos à temps pour que je puisse finir mon discours avant 6 heures. Je lui en suis très reconnaissant.

Je crois qu'on peut résumer le budget présenté par le ministre des Finances (M. Benson) en disant qu'il s'agit d'une dépense de 500 millions de dollars pour relancer l'économie qui, faute d'une politique économique positive de la part du gouvernement, s'est détériorée d'une manière révoltante.

M. Bell: C'est honteux.

M. Hees: Nous espérons tous que cette injection de 500 millions de dollars va réduire de beaucoup le chômage. Nous ne pouvons qu'attendre les résultats, en espérant qu'ils seront bons. Je crois que ce budget attache trop peu d'importance aux stimulants qui permettraient de relancer l'économie et de créer des emplois, non seulement d'une façon temporaire, par suite des projets de construction, mais d'une façon permanente et croissante. En stimulant l'économie, nous pourrions, je crois, assurer l'expansion de notre mécanisme économique, celui qui est actionné par l'industrie, de sorte que, au lieu d'avoir simplement une augmentation de l'emploi dès maintenant, cette augmentation se poursuivrait de façon continue car l'économie se trouverait stimulée, elle progresserait plus rapidement et ne cesserait d'employer davantage de personnel.

A mon avis, l'allocation d'amortissement de 115 p. 100 est un pas dans la bonne direction et entraînera sans aucun doute de nouveaux achats de biens d'équipement qui ne seraient pas faits autrement. Il y a trois autres mesures, selon moi, que le gouvernement pourrait et devrait prendre à l'heure actuelle pour stimuler l'économie. Premièrement, il devrait exercer de fortes pressions, sur les banques à charte—et je sais qu'elles écoutent quand on les y force—pour leur faire baisser leurs taux sur les prêts commerciaux de façon que la construction et l'activité générale de l'industrie puissent prendre de l'expansion, ce qui ferait diminuer le chômage. En second

[M. Danson.]

lieu, je crois que le gouvernement devrait prendre des mesures de stimulation fiscale sous forme d'abattements proportionnés à l'augmentation de la productivité, qui encourageront l'industrie à faire les dépenses nécessaires pour s'assurer les locaux, le matériel et les systèmes de production nouveaux qui s'imposent pour permettre des coûts et des prix de vente plus bas, rendant de ce fait nos produits plus concurrentiels, permettant la vente de nos produits en quantités plus considérables et, de là, l'emploi de davantage de personnes.

La troisième mesure que, selon moi, le gouvernement devrait prendre est d'annoncer qu'il a décidé de ne pas supprimer le taux d'impôt de 21 p. 100 sur les premiers \$35,000 de bénéfices des sociétés, taux qui revêt une importance particulière pour les petites entreprises. Il devrait annoncer que le taux d'impôt de 21 p. 100 demeurera tel quel et qu'on ne le remplacera pas par celui de 50 p. 100. Ce geste s'impose, monsieur l'Orateur, pour que le monde des affaires reprenne confiance en l'avenir de l'économie et que l'industrie se croie justifiée de prendre les nombreuses mesures expansionnistes qui, nous le savons tous, sont actuellement retardées.

Des voix: Bravo!

M. Hees: C'est rendre impossible la tâche d'employer le nombre de personnes que nous voudrions voir au travail dans notre pays, aujourd'hui.

J'aimerais dire un mot du poste d'auditeur général, que le gouvernement attaque vivement depuis quelques semaines. En réalité, la lutte remonte à plusieurs années, mais les attaques ont atteint leur point culminant, de façon assez spectaculaire, au cours des dernières semaines.

Nous savons que, depuis plusieurs années, notre pays profite grandement des vérifications et des observations dont font l'objet les dépenses de l'État dans l'exposé annuel faite au Parlement dans ce qui s'appelle le rapport de l'auditeur général. Bien que la principale tâche de l'auditeur général soit de voir au maintien d'une comptabilité exacte par tous les ministères, il est aussi autorisé par la loi actuelle à faire rapport sur toute question qu'il juge digne d'être signalée aux Communes.

Tous les gouvernements, tant passés qu'actuel, ont de temps à autre été gênés par la révélation de gaspillage de fonds publics. Mais, par la suite, ils ont surveillé leurs dépenses de plus près, et le pays y a gagné. Du temps que j'étais ministre, j'ai moi-même de temps en temps été atterré d'apprendre quelles erreurs stupides avaient été commises par les ministères dont j'étais responsable. Même si l'expérience me contrariait profondément sur le coup, le fait de savoir qu'un chien de garde surveillait de près mon travail et celui de mes collaborateurs, nous a tous aidés à mieux administrer les ministères dont nous étions chargés.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Tous les membres du gouvernement ont fait un meilleur travail à cause de l'œil vigilant que gardait l'auditeur général sur les dépenses des ministères.